

RCS : LA ROCHELLE

Code greffe : 1704

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LA ROCHELLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1970 B 40006

Numéro SIREN : 417 080 066

Nom ou dénomination : SOCIETE DE DISTRIBUTION SURGERIENNE

Ce dépôt a été enregistré le 25/10/2021 sous le numéro de dépôt 9473

**SOCIETE DE DISTRIBUTION SURGERIENNE
SO.DI.SUR**

**Société par actions simplifiée au capital de 250 000 euros
Siège social : 12 rue Jean-Philippe Rameau, 17700 SURGERES
417 080 066 RCS LA ROCHELLE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 3 SEPTEMBRE 2021**

**Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le
31 mars 2021**

DEUXIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2021 s'élevant à 1 421 116,28 euros de la manière suivante :

- aux actionnaires, à titre de dividendes, 1 071 641,00 euros
soit 4,29 euros par action
- le solde, soit la somme de 349 475,28 euros
à la réserve ordinaire.

Le dividende sera mis en paiement au siège social ce jour.

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

- depuis le 1^{er} janvier 2018, les revenus distribués aux actionnaires personnes physiques sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,
- le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,
- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il a en outre été rappelé aux associés que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31 mars 2018 :

950 000 euros, soit 3,80 euros par titre,
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 950 000 euros.

Exercice clos le 31 mars 2019 :

950 000 euros, soit 3,80 euros par titre,
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 950 000 euros.

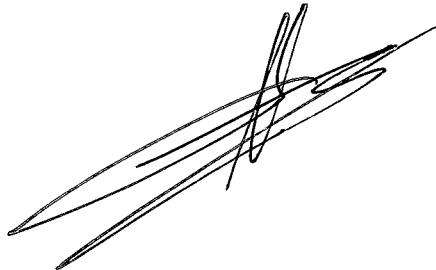
Exercice clos le 31 mars 2020 :

750 000 euros, soit 3 euros par titre,
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 750 000 euros.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 3 SEPTEMBRE 2021

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**Certifiée conforme
Le Président**

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, fluid strokes, positioned below the text 'Le Président'.

2050 - Bilan Actif

1

BILAN - ACTIF

DGFIP N° 2050 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>SAS SODISUR</u>		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* <u>12</u>			
Adresse de l'entreprise <u>rue Jean-Philippe RAMEAU 17700 SURGERES</u>		Durée de l'exercice précédent* <u>12</u>			
Numéro SIRET* <u>4 1 7 0 8 0 0 6 0 0 0 3 4</u>		Néant ☐ *			
		Exercice N clos le, <u>31/03/2021</u>			
		Brut 1	Amortissements, provisions 2		
		Net 3			
Capital souscrit non appelé (I) AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC	
		Frais de développement *	CX	CQ	
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	110 025 95 877 14 147
		Fonds commercial (1)	AH	AI	
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK	
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM	
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO	3 337 983 1 479 739 1 858 244
		Constructions	AP	AQ	15 633 917 9 415 612 6 218 305
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	4 227 114 2 765 110 1 462 003
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	1 055 635 814 375 241 259
		Immobilisations en cours	AV	AW	42 228 42 228
		Avances et acomptes	AX	AY	
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT	
		Autres participations	CU	CV	92 871 92 871
		Créances rattachées à des participations	BB	BC	
		Autres titres immobilisés	BD	BE	660 744 660 744
		Prêts	BF	BG	
		Autres immobilisations financières*	BH	BI	594 995 594 995
TOTAL (II)		BJ	BK	25 755 515 14 570 715 11 184 799	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM	72 613 72 613
		En cours de production de biens	BN	BO	
		En cours de production de services	BP	BQ	
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS	
		Marchandises	BT	BU	4 358 325 31 992 4 326 333
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW	917 917
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY	217 828 17 705 200 122
		Autres créances (3)	BZ	CA	1 299 520 1 299 520
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC	
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE	
DIVERS	Disponibilités	CF	CG	2 635 162 2 635 162	
	Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI	238 103 238 103	
	TOTAL (III)	CJ	CK	8 822 471 49 698 8 772 773	
	Comptes de régularisation	Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)	CW		
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM		
Ecart de conversion actif* (VI)		CN			
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	1A	34 577 986 14 620 413 19 957 573	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes		(3) Part à plus d'un an des immobilisations financières nettes	
Clause de réserve de propriété : *		Immobilités :		Stocks :	

Cegid Group

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Comptes approuvés
par l'Assemblée Générale
du 3 septembre 2021
Le Président,

2051 - Bilan Passif avant répartition

2

BILAN - PASSIF avant répartition

DGFIP N° 2051 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>SAS SODISUR</u>		Néant ☐ *	
		Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 250 000)	DA	250 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <u>EK</u>)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	25 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <u>B1</u>)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <u>EJ</u>)	DG	5 367 513
	Report à nouveau	DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	1 421 116
	Subventions d'investissement	DJ	2 247
	Provisions réglementées *	DK	
		TOTAL (I)	DL
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	130 549
	Provisions pour charges	DQ	
	TOTAL (III)	DR	130 549
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	6 677 426
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <u>EI</u>)	DV	428 215
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	459
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	3 453 089
	Dettes fiscales et sociales	DY	1 876 408
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	167 891
Autres dettes	EA	157 415	
	Produits constatés d'avance (4)	EB	240
	TOTAL (IV)	EC	12 761 146
	Ecart de conversion passif*	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	19 957 573
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	IB	
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	IC	
		ID	
		IE	
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF	
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	7 262 755	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	1 142	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

2052 - Compte de résultat de l'exercice en liste

3

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFIP N° 2052 2021

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS SODISUR		Exercice N				Néant ☐	*
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	43 004 951	FB		FC	43 004 951
	Production vendue { biens * services *	FD	6 285 751	FE		FF	6 285 751
		FG	6 356 168	FH		FI	6 356 168
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	55 646 872	FK		FL	55 646 872
	Production stockée*					FM	
	Production immobilisée*					FN	
	Subventions d'exploitation					FO	74 549
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	170 027
	Autres produits (1) (11)					FQ	14 961
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	55 906 409
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	37 621 860
	Variation de stock (marchandises)*					FT	161 588
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	3 829 343
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	2 713
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	4 009 241
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	757 115
	Salaires et traitements*					FY	4 396 258
	Charges sociales (10)					FZ	1 141 388
	DOTATIONS D'EXPLOITATION { Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions* Sur actif circulant : dotations aux provisions* Pour risques et charges : dotations aux provisions					GA	1 395 917
						GB	
						GC	4 197
						GD	38 693
	Autres charges (12)					GE	11 771
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	53 370 090
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG	2 536 319
PRODUITS FINANCIERS	opérations en commun { Bénéfice attribué ou perte transférée* (III) Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GH	12 380
						GI	
	Produits financiers de participations (5)					GJ	510
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	11 682
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	
	Différences positives de change					GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	
	Total des produits financiers (V)					GP	12 193
						GQ	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GR	66 171
	Intérêts et charges assimilées (6)					GS	
	Différences négatives de change					GT	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GU	66 171
	Total des charges financières (VI)					GV	(53 978)
	2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GW	2 494 721
	3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

2053 - Compte de résultat de l'exercice (suite)

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

4

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)

DGFIP N° 2053 2021

Désignation de l'entreprise SAS SODISUR		Néant ☐ *	
		Exercice N	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	40 153
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	25 918
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	3 200
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	69 271
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	2 289
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	37 116
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	56 102
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	95 508
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(26 236)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	471 097
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	576 272
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	56 000 255
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	54 579 138
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	1 421 116
REVENUS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
	(2) Dont {	HY	168 085
		IG	
	(3) Dont {	HP	25 620
		HQ	
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH	
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	2 807
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
	(6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
		RD	
	(9) Dont transferts de charges	A1	126 501
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
	(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS) A5		
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	3 426
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :		
	facultatifs A6	obligatoires A9	
Dont cotisations facultatives Madelin A7	Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8		
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N		
Voir état annexe	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N		
	Charges antérieures	Produits antérieurs	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS SODISUR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2021, dont le total est de 19 957 573 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 421 116 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2020 au 31/03/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/06/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 Novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 10 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 15 ans
- * Installations techniques : 7 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 3 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Les cotisations de la centrale d'achat sont réintégrées dans la valorisation du stock de marchandises. Cette réintégration représente un montant de 48 985 euros au 31/03/2021.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,48 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Table de taux de mortalité : TH/TF 00-02

 Faits caractéristiques**Autres éléments significatifs**

(1) Les conséquences de la crise sanitaire sur les opérations post-clôture de la société ne peuvent pas être chiffrées à la date de l'arrêté des comptes et être estimées de manière fiable.

Pour autant, l'entreprise met en place toutes les mesures nécessaires pour continuer son activité dans des conditions de sécurité et pour maintenir son niveau de trésorerie.

En tout état de cause, à la date d'arrêté des comptes, la continuité de l'exploitation n'est pas remise en cause.

(2) De nombreux investissements sur l'exercice pour un montant d'environ 1.5M€ (ombrières photovoltaïques...) financés par emprunts pour 1,1M€

(3) Un redressement de base concernant la CFE a eu lieu sur l'exercice. Ce redressement concernant les périodes 2015 à 2018 est de de l'ordre de 69K€ comptabilisé en charge exceptionnelle.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	109 203	823		110 025
Immobilisations incorporelles	109 203	823		110 025
- Terrains	3 213 758	124 225		3 337 983
- Constructions sur sol propre	6 741 443	8 441		6 749 884
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	8 249 267	832 663	197 897	8 884 034
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 037 289	235 734	45 908	4 227 115
- Installations générales, agencements aménagements divers	358 983	13 959	10 588	362 355
- Matériel de transport	127 716			127 716
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	529 016	36 548		565 564
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	68 336	42 229	68 336	42 229
- Avances et acomptes	29 033		29 033	
Immobilisations corporelles	23 354 842	1 293 799	351 761	24 296 879
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	92 871			92 871
- Autres titres immobilisés	659 182	4 200	2 638	660 744
- Prêts et autres immobilisations financières	362 807	257 192	25 004	594 995
Immobilisations financières	1 114 861	261 392	27 642	1 348 611
ACTIF IMMOBILISE	24 578 905	1 556 013	379 403	25 755 515

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	823	1 293 799	261 392	1 556 013
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	823	1 293 799	261 392	1 556 013
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		97 369		97 369
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		254 392	27 642	282 034
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		351 761	27 642	379 403

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	87 299	8 579		95 878
Immobilisations incorporelles	87 299	8 579		95 878
- Terrains	1 428 083	51 656		1 479 739
- Constructions sur sol propre	3 969 800	299 172		4 268 972
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 701 266	643 271	197 897	5 146 640
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 465 072	345 857	45 819	2 765 111
- Installations générales, agencements aménagements divers	229 793	29 126	10 588	248 331
- Matériel de transport	92 599	18 999		111 598
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	399 088	55 359		454 447
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	13 285 700	1 443 440	254 303	14 474 838
ACTIF IMMOBILISE	13 372 999	1 452 019	254 303	14 570 716

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 350 448 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	594 995		594 995
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	217 829	217 829	
Autres	1 299 520	1 299 520	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	238 103	238 103	
Total	2 350 448	1 755 452	594 995
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Avance financement Galec	17 605
C/C Lamegodis	622
Clients : factures à établir	19 565
Ristournes à recevoir	328 895
ANP marchandises	38 955
ANP frais généraux	296 158
Etat produits à recevoir	2 864
Divers : produits à recevoir	4 000
Total	708 664

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	29 057	2 935		31 992
Créances et Valeurs mobilières	17 723	1 263	1 280	17 706
Total	46 780	4 198	1 280	49 698
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		4 198	1 280	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 250 000,00 euros décomposé en 250 000 titres d'une valeur nominale de 1,00 euros.

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	137 296	38 693	45 440		130 549
Total	137 296	38 693	45 440		130 549
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		38 693	42 240		
Financières					
Exceptionnelles			3 200		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 12 760 687 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 142	1 142		
- à plus de 1 an à l'origine	6 676 285	1 178 353	3 218 407	2 279 525
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	43 178	43 178		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 453 089	3 453 089		
Dettes fiscales et sociales	1 876 389	1 876 389		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	167 891	167 891		
Autres dettes (**)	542 473	542 473		
Produits constatés d'avance	240	240		
Total	12 760 687	7 262 755	3 218 407	2 279 525
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 150 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 129 290			
(**) Dont envers les associés	211 222			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 647 euros.

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	6 200 141	6 200 141	
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	6 200 141	6 200 141	

Emprunt BP nominal 2 000 000 € - Restant dû 212 022 € - Promesse d'affectation hypothécaire

Notes sur le bilan

Emprunt BP nominal 740 000 € - Restant dû 91 194 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BP nominal 900 000 € - Restant dû 187 261 € - Nantissement du FDC
 Emprunt CRCA nominal 2 000 000 € - Restant dû 702 689 € - Promesse hypothécaire
 Emprunt BPI nominal 870 000 € - Restant dû 659 750 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BPI nominal 1 870 000 € - Restant dû 1 503 522 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 170 000 € - Restant dû 131 039€ - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 700 000 € - Restant dû 535 990 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 370 000 € - Restant dû 311 685 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 1 500 000 € - Restant dû 1 256 103 € - Nantissement du FDC
 Emprunt CRCA nominal 170 000 € - Restant dû 158 048 € - Nantissement du FDC
 Emprunt CRCA nominal 480 000 € - Restant dû 450 878 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Edel nominal 500 000 € - Restant dû 475 237 € - Garanties néant

Charges à payer

	Montant
FNPF frais généraux	268 198
FNPF marchandises	25 674
FNPF Immobilisations	50 803
Intérêts courus à payer	907
ICNE sur C/C associés	2 808
Provision congés payés	333 620
Participation des salariés	284 065
Intéressement des salariés	187 032
Provision primes et RTT	140 397
CS sur provisions congés payés	81 902
CS sur provisions primes/RTT	34 467
FS participation - intéressement	56 813
Provision taxes sur congés payés	7 342
Etat : charges à payer	394 809
Provision effort construction	23 927
Charges fiscales sur provisions	3 089
Total	1 895 853

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CCA frais généraux	187 903		
CCA marchandises	50 201		
Total	238 103		

 Notes sur le bilan

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	240		
Total	240		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	6 285 751		6 285 751
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	5 134 911		5 134 911
Ventes de marchandises	43 004 952		43 004 952
Produits des activités annexes	1 221 258		1 221 258
TOTAL	55 646 872		55 646 872

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 12 382 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Dans le cadre de sa mission légale de certification, la facturation des honoraires du commissaire aux comptes, pour l'exercice clos au 31/03/2020 s'est élevée à 16 381 € HT. Au titre de l'exercice clos au 31/03/2021, nous avons évalué la facturation à 12 020 € HT.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	599	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 691	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	27 638	
Autres charges	9 479	
Amortissements des immobilisations	56 102	
Rentrées sur créances amorties		1 062
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		39 091
Produits des cessions d'éléments d'actif		25 200
Subventions d'investissement virées au résultat		719
Provisions pour risques et charges		3 200
TOTAL	95 508	69 272

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 31%	
Taux Normal - 28 %	2 254 541
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 10 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Crédits d'impôt	
Compétitivité Emploi	
Crédit recherche	
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	49 861
Autres imputations	5 138

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	2 494 722	681 983	1 812 739
+ Résultat exceptionnel	-26 236	-7 179	-19 057
- Participations des salariés	471 097	98 532	372 565
Résultat comptable	1 997 388	576 272	1 421 116
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 79 072 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	298 385
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	298 385
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	79 072
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 26,5 %.	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/04/2012, la société SAS SODISUR est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS LANA, 12 rue Jean Philippe Rameau 17700 SURGERES.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La convention retenue pour la répartition de l'impôt est celle où les charges sont supportées par chaque société intégrée.

L'économie d'impôt liée aux déficits est conservée provisoirement par la mère. En cas de résultat bénéficiaire, dans le délai de prescription, la fille pourra imputer ses propres déficits de sorte qu'elle ne sera pas, alors, redevable que de l'impôt dû à l'Etat en l'absence d'intégration.

La méthode de l'intégration globale est retenue dans les comptes consolidés.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 187 personnes dont 14 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	14	
Agents de maîtrise et techniciens	10	
Employés	163	
Ouvriers		
Total	187	

Informations sur les dirigeants

Montant des engagements

Les engagements pris par les dirigeants pour le compte de la société représentent un montant de 400 000 euros.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Cautionnement solidaire de 224 K€ en principal et 67,2 K€ en frais, pour une durée de 216 mois, au bénéfice du Crédit Coopératif, pour garantir un emprunt de la SCI LES REMIEGERES	
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt BANQUE EDEL pour SARVIC	932 873
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC	564 056
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC (rachat SCI FENELON)	376 937
Avals et cautions	1 873 866
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	62 466
Engagements de crédit-bail immobilier	
Dans le cadre de convention de parrainage la société a donné son engagement pour couvrir les pertes d'exploitation éventuelles des magasins suivants: CODIS - SODISROY - SODIROCHE SODIMAR - LAMEGO	
Autres engagements donnés	
Total	1 936 332
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Caution solidaire à hauteur de 200 K€ de M et Mme VILLAT s/prêt BP de 2 000 K€</i>	200 000
<i>Caution solidaire à hauteur de 200 K€ de M et Mme VILLAT s/prêt CA de 2 000 K€</i>	200 000
Avals et cautions	400 000
<i>Dans le cadre de convention de parrainage, SODISUR a reçu les engagements des sociétés: SODISROY 18% - FOCH DIS 18% - SODIMAR 18% - SUD VENDEE DIS 18% - SODIROCHE 28%</i>	
Autres engagements reçus	
Total	400 000
Dont concernant :	
Les dirigeants	400 000
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			104 148		104 148
Cumul exercices antérieurs			20 830		20 830
Dotations de l'exercice			20 830		20 830
Amortissements			41 659		41 659
Cumul exercices antérieurs			25 620		25 620
Exercice			25 620		25 620
Redevances payées			51 240		51 240
A un an au plus			6 062		6 062
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer			6 062		6 062
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus			56 404		56 404
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle			56 404		56 404
Montant pris en charge dans l'exercice			25 620		25 620

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 493 776 euros

SODISUR

Société par Actions Simplifiée au capital de 250 000 €
Siège Social : 12 rue Jean Philippe Rameau
17700 SURGERES

N° SIRET : 417 080 066 00034
Code APE : 4711F
RCS LA ROCHELLE : 417 080 066

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021

Aux Associés de la société SODISUR,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SODISUR relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

G.

.../...

.../...

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

III. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Faits caractéristiques » en page 13 de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact de la crise sanitaire liée à la COVID-19.

IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe sur les règles et méthodes comptables expose celles relatives à l'évaluation du coût d'entrée des immobilisations et des stocks de marchandises.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

69

.../...

.../...

V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D 441-6 du Code de Commerce.

VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Se.

.../...

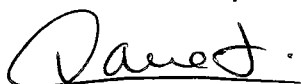
.../...

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers, le 30 juillet 2021

Pour la SARL DUO SOLUTIONS AUDIT,
Commissaire aux Comptes,



Christine JANET

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/03/21	Net au 31/03/20
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	110 025	95 878	14 147	21 904
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 337 983	1 479 739	1 858 244	1 785 675
Constructions	15 633 918	9 415 612	6 218 306	6 319 645
Installations techniques, matériel et outillage	4 227 115	2 765 111	1 462 004	1 572 216
Autres immobilisations corporelles	1 055 635	814 376	241 259	294 236
Immob. en cours / Avances & acomptes	42 229		42 229	97 369
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	92 871		92 871	92 871
Autres titres immobilisés	660 744		660 744	659 182
Prêts				
Autres immobilisations financières	594 995		594 995	362 807
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	25 755 515	14 570 716	11 184 800	11 205 906
Stocks				
Matières premières et autres approv.	72 613		72 613	75 327
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 358 326	31 992	4 326 333	4 490 857
Créances				
Clients et comptes rattachés	217 829	17 706	200 123	294 368
Fournisseurs débiteurs	711 189		711 189	609 010
Personnel	2 927		2 927	3 396
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	89 069		89 069	94 454
Autres créances	496 336		496 336	362 826
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes	917		917	5 000
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 635 163		2 635 163	1 033 399
Charges constatées d'avance	238 103		238 103	159 621
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 822 472	49 698	8 772 773	7 128 259
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	34 577 987	14 620 414	19 957 573	18 334 164

Bilan

	Net au 31/03/21	Net au 31/03/20
PASSIF		
Capital social ou individuel	250 000	250 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	25 000	25 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	5 367 514	5 233 602
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	1 421 116	883 911
Subventions d'investissement	2 248	2 967
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	7 065 878	6 395 480
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	130 549	137 296
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	130 549	137 296
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	6 676 285	6 655 430
<i>Découverts et concours bancaires</i>	1 142	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	6 677 427	6 655 430
Emprunts et dettes financières diverses	43 178	43 048
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	385 038	333 531
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	459	95
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 453 089	2 800 776
<i>Personnel</i>	953 472	868 028
<i>Organismes sociaux</i>	325 258	291 631
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	159 683	157 338
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	437 997	368 951
Dettes fiscales et sociales	1 876 409	1 685 948
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	167 891	115 213
Autres dettes	157 415	118 078
Produits constatés d'avance	240	49 269
TOTAL DETTES	12 761 146	11 801 388
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	19 957 573	18 334 164

Compte de résultat

	31/03/2021	31/03/2020
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	43 004 952	42 699 977
Production vendue (biens)	6 285 751	6 991 691
Production vendue (services)	6 356 169	4 908 720
Chiffre d'affaires net	55 646 872	54 600 388
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	74 550	95 134
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	170 027	90 033
Autres produits	14 961	16 638
Total I	55 906 410	54 802 193
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	37 621 861	37 805 003
Variations de stock	161 588	-506 095
Achats de matières premières et autres approvisionnements	3 829 344	4 537 635
Variations de stock	2 713	-6 466
Autres achats et charges externes (a)	4 009 242	3 777 911
Impôts, taxes et versements assimilés	757 115	632 774
Salaires et traitements	4 396 259	4 330 436
Charges sociales	1 141 389	1 027 211
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 395 917	1 452 270
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	4 198	37 823
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	38 693	42 240
Autres charges	11 772	8 284
Total II	53 370 090	53 139 026
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	2 536 320	1 663 168
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	12 380	13 096
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	511	1 028
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	11 682	11 966
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	12 193	12 994
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	66 171	80 524
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	66 171	80 524
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-53 978	-67 530
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	2 494 722	1 608 734

Compte de résultat (suite)

	31/03/2021	31/03/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	40 153	60 940
Sur opérations en capital	25 919	29 262
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	3 200	3 600
Total produits exceptionnels (VII)	69 272	93 801
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 289	140 332
Sur opérations en capital	37 117	28 312
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	56 102	26 756
Total charges exceptionnelles (VIII)	95 508	195 400
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-26 236	-101 599
Participation des salariés aux résultats (IX)	471 097	247 301
Impôts sur les bénéfices (X)	576 272	375 923
Total des produits (I+III+V+VII)	56 000 255	54 922 085
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	54 579 139	54 038 174
BENEFICE OU PERTE	1 421 116	883 911
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	25 620	26 081
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	2 808	3 147

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS SODISUR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2021, dont le total est de 19 957 573 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 421 116 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2020 au 31/03/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/06/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 Novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 10 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 15 ans
- * Installations techniques : 7 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 3 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Les cotisations de la centrale d'achat sont réintégrées dans la valorisation du stock de marchandises. Cette réintégration représente un montant de 48 985 euros au 31/03/2021.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,48 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Table de taux de mortalité : TH/TF 00-02

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

(1) Impact de la crise sanitaire sur les comptes clos :

Les comptes annuels clos le 31/03/2021 intègrent les impacts de l'épidémie liée à la COVID-19 détaillés ci-dessous :

- Baisse significative du chiffre d'affaires de la station-service suite aux différentes périodes de confinement sur l'exercice. La répartition du chiffre d'affaires sur les secteurs a été bouleversée avec une intensité sur le concept E. Leclerc Drive et des fermetures temporaires sur les rayons ou secteurs non essentiels.
- Les autres impacts ne sont pas significatifs.

Les conséquences de la crise sanitaire sur les opérations post-clôture de la société ne peuvent pas être chiffrées à la date de l'arrêté des comptes et être estimées de manière fiable.

Pour autant, l'entreprise met en place toutes les mesures nécessaires pour continuer son activité dans des conditions de sécurité et pour maintenir son niveau de trésorerie.

En tout état de cause, à la date d'arrêté des comptes, la continuité de l'exploitation n'est pas remise en cause.

(2) De nombreux investissements sur l'exercice pour un montant d'environ 1.5M€ (ombrières photovoltaïques...) financés par emprunts pour 1,1M€

(3) Un redressement de base concernant la CFE a eu lieu sur l'exercice. Ce redressement concernant les périodes 2015 à 2018 est de l'ordre de 69K€ comptabilisé en charge exceptionnelle. Une provision sur les comptes N-1 clos au 31/03/2020 avait été constaté à hauteur de 60K€, donc l'effet sur le résultat exceptionnel n'est donc que de 9K€.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	109 203	823		110 025
Immobilisations incorporelles	109 203	823		110 025
- Terrains	3 213 758	124 225		3 337 983
- Constructions sur sol propre	6 741 443	8 441		6 749 884
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	8 249 267	832 663	197 897	8 884 034
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 037 289	235 734	45 908	4 227 115
- Installations générales, agencements aménagements divers	358 983	13 959	10 588	362 355
- Matériel de transport	127 716			127 716
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	529 016	36 548		565 564
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	68 336	42 229	68 336	42 229
- Avances et acomptes	29 033		29 033	
Immobilisations corporelles	23 354 842	1 293 799	351 761	24 296 879
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	92 871			92 871
- Autres titres immobilisés	659 182	4 200	2 638	660 744
- Prêts et autres immobilisations financières	362 807	257 192	25 004	594 995
Immobilisations financières	1 114 861	261 392	27 642	1 348 611
ACTIF IMMOBILISE	24 578 905	1 556 013	379 403	25 755 515

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	823	1 293 799	261 392	1 556 013
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	823	1 293 799	261 392	1 556 013
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		97 369		97 369
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		254 392	27 642	282 034
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		351 761	27 642	379 403

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	87 299	8 579		95 878
Immobilisations incorporelles	87 299	8 579		95 878
- Terrains	1 428 083	51 656		1 479 739
- Constructions sur sol propre	3 969 800	299 172		4 268 972
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 701 266	643 271	197 897	5 146 640
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 465 072	345 857	45 819	2 765 111
- Installations générales, agencements aménagements divers	229 793	29 126	10 588	248 331
- Matériel de transport	92 599	18 999		111 598
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	399 088	55 359		454 447
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	13 285 700	1 443 440	254 303	14 474 838
ACTIF IMMOBILISE	13 372 999	1 452 019	254 303	14 570 716

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 350 448 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	594 995		594 995
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	217 829	217 829	
Autres	1 299 520	1 299 520	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	238 103	238 103	
Total	2 350 448	1 755 452	594 995
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Avance financement Galec	17 605
C/C Lamegodis	622
Clients : factures à établir	19 565
Ristournes à recevoir	328 895
ANP marchandises	38 955
ANP frais généraux	296 158
Etat produits à recevoir	2 864
Divers : produits à recevoir	4 000
Total	708 664

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	29 057	2 935		31 992
Créances et Valeurs mobilières	17 723	1 263	1 280	17 706
Total	46 780	4 198	1 280	49 698
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		4 198	1 280	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 250 000,00 euros décomposé en 250 000 titres d'une valeur nominale de 1,00 euros.

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	137 296	38 693	45 440		130 549
Total	137 296	38 693	45 440		130 549
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		38 693	42 240		
Financières					
Exceptionnelles			3 200		

Visé par le commissaire
aux comptes

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 12 760 687 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 142	1 142		
- à plus de 1 an à l'origine	6 676 285	1 178 353	3 218 407	2 279 525
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	43 178	43 178		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 453 089	3 453 089		
Dettes fiscales et sociales	1 876 389	1 876 389		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	167 891	167 891		
Autres dettes (**)	542 473	542 473		
Produits constatés d'avance	240	240		
Total	12 760 687	7 262 755	3 218 407	2 279 525
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 150 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 129 290			
(**) Dont envers les associés	211 222			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 647 euros.

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des suretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	6 200 141	6 200 141	
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	6 200 141	6 200 141	

Emprunt BP nominal 2 000 000 € - Restant dû 212 022 € - Promesse d'affectation hypothécaire



Notes sur le bilan

Emprunt BP nominal 740 000 € - Restant dû 91 194 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BP nominal 900 000 € - Restant dû 187 261 € - Nantissement du FDC
 Emprunt CRCA nominal 2 000 000 € - Restant dû 702 689 € - Promesse hypothécaire
 Emprunt BPI nominal 870 000 € - Restant dû 659 750 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BPI nominal 1 870 000 € - Restant dû 1 503 522 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 170 000 € - Restant dû 131 039 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 700 000 € - Restant dû 535 990 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 370 000 € - Restant dû 311 685 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 1 500 000 € - Restant dû 1 256 103 € - Nantissement du FDC
 Emprunt CRCA nominal 170 000 € - Restant dû 158 048 € - Nantissement du FDC
 Emprunt CRCA nominal 480 000 € - Restant dû 450 878 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Edel nominal 500 000 € - Restant dû 475 237 € - Garanties néant

Charges à payer

	Montant
FNP frais généraux	268 198
FNP marchandises	25 674
FNP Immobilisations	50 803
Intérêts courus à payer	907
ICNE sur C/C associés	2 808
Provision congés payés	333 620
Participation des salariés	284 065
Intéressement des salariés	187 032
Provision primes et RTT	140 397
CS sur provisions congés payés	81 902
CS sur provisions primes/RTT	34 467
FS participation - intéressement	56 813
Provision taxes sur congés payés	7 342
Etat : charges à payer	394 809
Provision effort construction	23 927
Charges fiscales sur provisions	3 089
Total	1 895 853

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CCA frais généraux	187 903		
CCA marchandises	50 201		
Total	238 103		

Notes sur le bilan**Produits constatés d'avance**

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	240		
Total	240		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	6 285 751		6 285 751
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	5 134 911		5 134 911
Ventes de marchandises	43 004 952		43 004 952
Produits des activités annexes	1 221 258		1 221 258
TOTAL	55 646 872		55 646 872

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 12 382 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Dans le cadre de sa mission légale de certification, la facturation des honoraires du commissaire aux comptes, pour l'exercice clos au 31/03/2020 s'est élevée à 16 381 € HT. Au titre de l'exercice clos au 31/03/2021, nous avons évalué la facturation à 12 020 € HT.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	599	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 691	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	27 638	
Autres charges	9 479	
Amortissements des immobilisations	56 102	
Rentrées sur créances amorties		1 062
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		39 091
Produits des cessions d'éléments d'actif		25 200
Subventions d'investissement virées au résultat		719
Provisions pour risques et charges		3 200
TOTAL	95 508	69 272

Visé par le commissaire
aux comptes



Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 31%	
Taux Normal - 28 %	2 254 541
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 10 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Crédits d'impôt	
Compétitivité Emploi	
Crédit recherche	
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	49 861
Autres imputations	5 138

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	2 494 722	681 983	1 812 739
+ Résultat exceptionnel	-26 236	-7 179	-19 057
- Participations des salariés	471 097	98 532	372 565
Résultat comptable	1 997 388	576 272	1 421 116
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 79 072 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	298 385
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	298 385
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	79 072
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 26,5 %.	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/04/2012, la société SAS SODISUR est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS LANA, 12 rue Jean Philippe Rameau 17700 SURGERES.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La convention retenue pour la répartition de l'impôt est celle où les charges sont supportées par chaque société intégrée.

L'économie d'impôt liée aux déficits est conservée provisoirement par la mère. En cas de résultat bénéficiaire, dans le délai de prescription, la fille pourra imputer ses propres déficits de sorte qu'elle ne sera pas, alors, redevable que de l'impôt dû à l'Etat en l'absence d'intégration.

La méthode de l'intégration globale est retenue dans les comptes consolidés.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 187 personnes dont 14 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	14	
Agents de maîtrise et techniciens	10	
Employés	163	
Ouvriers		
Total	187	

Informations sur les dirigeants

Montant des engagements

Les engagements pris par les dirigeants pour le compte de la société représentent un montant de 400 000 euros.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Cautionnement solidaire de 224 K€ en principal et 67,2 K€ en frais, pour une durée de 216 mois, au bénéfice du Crédit Coopératif, pour garantir un emprunt de la SCI LES REMIEGERES	
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt BANQUE EDEL pour SARVIC	932 873
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC	564 056
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC (rachat SCI FENELON)	376 937
Avals et cautions	1 873 866
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	62 466
Engagements de crédit-bail immobilier	
Dans le cadre de convention de parrainage la société a donné son engagement pour couvrir les pertes d'exploitation éventuelles des magasins suivants: CODIS - SODISROY - SODIROCHE SODIMAR - LAMEGO	
Autres engagements donnés	
Total	1 936 332
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Caution solidaire à hauteur de 200 K€ de M et Mme VILLAT s/prêt BP de 2 000 K€</i>	200 000
<i>Caution solidaire à hauteur de 200 K€ de M et Mme VILLAT s/prêt CA de 2 000 K€</i>	200 000
Avals et cautions	400 000
<i>Dans le cadre de convention de parrainage, SODISUR a reçu les engagements des sociétés:</i> <i>SODISROY 18% - FOCH DIS 18% - SODIMAR 18% - SUD VENDEE DIS 18% - SODIROCHE 28%</i>	
Autres engagements reçus	
Total	400 000
Dont concernant :	
Les dirigeants	400 000
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			104 148		104 148
Cumul exercices antérieurs			20 830		20 830
Dotations de l'exercice			20 830		20 830
Amortissements			41 659		41 659
Cumul exercices antérieurs			25 620		25 620
Exercice			25 620		25 620
Redevances payées			51 240		51 240
A un an au plus			6 062		6 062
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer			6 062		6 062
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus			56 404		56 404
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle			56 404		56 404
Montant pris en charge dans l'exercice			25 620		25 620

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 493 776 euros